

SEIZE NORMES MINIMALES INTER-ORGANISATIONS POUR LA PROGRAMMATION D' ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE DANS LA SITUATION D'URGENCE

Les interventions destinées à prévenir, atténuer la violence basée sur le genre ou à y répondre sont classées parmi celles qui sauvent des vies dans les contextes humanitaires. Tous les organismes intervenant dans la réponse humanitaire ont le devoir de protéger les survivantes de la VBG, en mettant en œuvre des interventions pour réduire le risque de VBG, en mettant au point des initiatives pour promouvoir la résistance à ces violences au sein de la communauté, en aidant les survivantes et les autres femmes et filles à risque à accéder aux services de soins et de soutien, ainsi qu'en renforçant les capacités locales et nationales (administrations publiques, autres autorités et société civile) pour mettre en place des systèmes capables de prévenir la VBG et d'y répondre durablement.

Que signifie normes minimales

C'est l'ensemble des interventions que doivent mettre en œuvre les organismes pour pouvoir d'une part, prévenir les VBG et d'autre part pour apporter une réponse à la VBG à travers des services multisectoriels. Ces normes sont universelles ; elles sont pertinentes pour **tous** les contextes, même si elles demandent à être adaptées. L'application des normes minimales imposent aussi l'application de l'approche intersectorielle qui consiste à mobiliser les membres de la communauté, en particulier diverses catégories de femmes et de filles, dès le début d'une crise, pour déterminer leurs problèmes, analyser leurs besoins et arrêter une stratégie d'action contre les formes intersectionnelles d'oppression structurelle qui exacerbent pour elles, les risques de VBG et leur interdisent l'accès des services destinés à répondre à la VBG ainsi qu'une intégration et une participation effectives en toute sécurité.

L'application des normes imposent également de **placer les femmes et les filles au cœur de l'action préventive ou de l'intervention visant la VBG**

La programmation spécialisée dont la VBG est axée sur les femmes et les filles en raison des inégalités et de la discrimination structurelles et systémiques qui sont liées à leur genre et qui ont pour effet avéré de les exposer davantage et de les priver d'un accès sûr et équitable à l'aide humanitaire. Elles subissent la VBG sous de multiples formes et ont encore bien d'autres difficultés à convaincre pour bénéficier des services dispensés et se remettre des actes de cette nature à cause de l'existence d'inégalités de genre et autres formes systémiques de discrimination intersectionnelle.

L'approche sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles est au cœur des interventions contre la VBG. Sur le plan individuel comme au sein de la communauté ou de la société, **les inégalités entre les genres se manifestent sous forme de VBG.** Partout, les femmes et les filles sont désavantagées sous le rapport du pouvoir politique, de l'influence sociale, de la maîtrise des ressources, de celle de leur propre corps et de la participation aux affaires publiques – et ce, dans la totalité des cas, en raison des rôles respectivement assignés aux genres par la société et du caractère systémique des inégalités qui les distinguent. **C'est dans le contexte de ce déséquilibre que se produit la VBG.** Les inégalités structurelles de genres se manifeste dans presque tous les domaines de la vie et aboutissent à des abus de pouvoir que les femmes subissent sous forme de violences personnelles, familiales, communautaires ou étatiques.

C'est pourquoi la lutte contre les inégalités de genre est l'un des piliers des programmes VBG comme de tous les autres programmes humanitaires. En intégrant l'égalité des genres dans l'action humanitaire, on renforce l'efficacité de toutes les stratégies et interventions. **Il est donc essentiel que tous les professionnels, les organismes et les programmes humanitaires**

s'attaquent aux inégalités entre les genres et se servent de données désagrégées selon le sexe et l'âge pour éclairer la programmation en situation d'urgence humanitaire.

L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont des questions transversales qu'il faudrait intégrer à tous les volets d'un programme VBG en ce sens que les causes sous-jacentes de la discrimination et de l'inégalité entre les genres sont liées aux attitudes, croyances, normes et structures qui favorisent et/ou tolèrent la discrimination et les inégalités de pouvoir dues au genre, que ce soit en temps de crise ou en période de plus grande stabilité.

Il est indispensable d'insérer un programme visant l'égalité des genres dans toute action de longue haleine contre la VBG et d'en engager la réalisation dès le début de toute intervention humanitaire. Si l'on veut contrer la violence dirigée contre les femmes et les filles et préserver leur sécurité et leur bien-être, il est capital de comprendre que cette violence est par nature **'genrée' (tributaire du genre)**, tout comme ses causes et ses conséquences.

Il est aussi important pour tous les acteurs, y compris ceux du programme VBG, de comprendre que lorsque leur programmation est bien intégrée au travail sectoriel, la prévention et la réponse à la VBG s'en trouvent renforcées.

Principes directeurs et approches applicables à l'action visant la VBG

Les principes directeurs et les approches définis dans les paragraphes qui suivent sous-tendent toutes les Normes minimales, désignées sous l'appellation « **Principes directeurs VBG** » **comprenant :**

- **L'approche axée sur les survivantes :** Cette démarche crée un climat porteur dans lequel les droits et les vœux des survivantes sont respectés, leur sécurité est assurée et elles sont traitées avec dignité et respect.
- **Sécurité :** La sécurité des survivantes et de leurs enfants est la considération qui prime.
- **Confidentialité :** Les survivantes ont le droit de choisir à qui raconter ou non leur histoire, et toute information à leur sujet ne doit être communiquée qu'avec leur consentement éclairé.
- **Respect :** Toutes les mesures prises devraient être guidées par le respect des choix, des souhaits, des droits et de la dignité de la survivante.
- **Non-discrimination :** Les survivantes devraient bénéficier d'un traitement égal et équitable, sans considération d'âge, de handicap, d'identité de genre, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'orientation sexuelle ni d'aucune autre caractéristique.
- **L'approche fondée sur les droits :** Il s'agit là d'analyser et de combattre les causes structurelles de la discrimination et de l'inégalité pour veiller à ce que chacun et chacune ait effectivement le droit de vivre sous le signe de la liberté et de la dignité, à l'abri de la violence, de l'exploitation et des mauvais traitements, conformément aux principes du droit international des droits de humains.
- **L'approche communautaire :** Une telle démarche permet de faire en sorte que les populations touchées soient associées comme partenaires actifs à l'élaboration de la

stratégie à arrêter pour assurer leur protection et pour dispenser l'aide humanitaire. Cette démarche implique que les femmes, les filles et tous les autres groupes à risque puissent tirer parti des mécanismes qui existent déjà au sein de la communauté.

- **Les principes humanitaires** : Ces principes – humanité, impartialité, indépendance et neutralité – devraient sous-tendre la mise en œuvre des normes et sont essentiels pour entretenir l'accès des populations touchées et assurer une intervention humanitaire efficace.
- **L'approche « ne pas nuire »** : Cette règle comporte l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour éviter que les interventions des acteurs humanitaires n'aient pour effet d'exposer des gens à de nouveaux maux.
- **Les principes du partenariat** : Ces principes offrent à tous les acteurs intervenant dans l'espace humanitaire un cadre dans lequel appliquer les principes d'égalité, de transparence, de responsabilité et de complémentarité, tout en suivant une démarche axée sur les résultats. Il s'agit ici de mettre en valeur le rôle des capacités locales et nationales d'intervention humanitaire et de promouvoir l'efficacité de l'action humanitaire qui repose sur la responsabilité envers les populations touchées.
- **L'intérêt supérieur de l'enfant** : Les enfants et les adolescents, filles et garçons, qui ont subi des violences sexuelles ont droit à ce que l'on mesure cet intérêt et que l'on décide en quoi il consiste et que celui-ci soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui les touchent.
- La VBG englobe toutes sortes de violations des droits de la personne. Pour la prévenir et pour l'atténuer, il faut promouvoir l'égalité des genres, ainsi que des croyances et des normes favorables au respect et à la non-violence.

NORME 1- PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ACTION CONTRE LA VBG

La programmation visant la VBG est centrée sur les survivantes, pour préserver et favoriser la confidentialité, la sécurité, la non-discrimination et le respect des choix, des droits et de la dignité des femmes et des filles, y compris les principes directeurs de l'action contre la VBG sous-tendent tous les aspects de la programmation en la matière et, partant, la totalité des Normes exposées ici. Leur application en tous points de chacun des éléments de la programmation en la matière est obligatoire

NORME 2 - AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES .

Les femmes et les filles jouant un rôle décisif dans leur propre protection, il est d'une importance cruciale qu'elles participent activement aux actions visant à déceler les risques et à trouver des solutions tout au long du cycle de programmation VBG. Leur participation dès le début de la crise entraîne une amélioration des résultats de l'action humanitaire et des services de réponse. Leur participation sérieuse les autonomise et promeut des espaces où elles peuvent partager leurs opinions et inquiétudes en toute liberté. Ainsi, une participation active de leur part peut encourager les prestataires de services à installer un service dans un secteur accessible,

à faire mieux connaître les services offerts (*voir la Norme 7 : Systèmes d'orientation*) et à évaluer la qualité des interventions visant la VBG comme de l'action humanitaire toute entière. Pour programmer la prévention et la réponse à la VBG, il faut mettre en évidence et traiter les rapports de pouvoir inégaux que les femmes ont avec les hommes, et les filles avec les garçons, et stimuler activement chez elles les capacités et la confiance en soi requises pour revendiquer leurs droits (*voir la Norme 13 : Transformation des systèmes et des normes sociales*). Il est essentiel de comprendre l'inégalité des rapports de pouvoir pour adopter une démarche participative et faire en sorte que femmes et filles soient effectivement associées comme partenaires actives à l'intervention humanitaire. En vue de les aider vers l'autonomisation, il faudrait un environnement qui favorise chez elles le sentiment d'appartenir à la communauté toute entière et d'être partie prenante de sa vie.

NORME 3 – PRISE EN CHARGE ET SOUTIEN DU PERSONNEL

La programmation VBG repose sur un personnel dévoué possédant des connaissances, des compétences et des attitudes spécialisées. Dans cette norme, le terme « personnel » désigne tous les membres de l'équipe du programme VBG, quel que soit leur statut professionnel. Il recouvre les volontaires qui jouent des rôles de spécialistes précieux au niveau local, en particulier lorsque les situations d'urgence entrent dans une phase d'intervention humanitaire prolongée ou dans la phase du relèvement. Ces collègues font souvent face à des problèmes et des risques peu ordinaires, qu'il faut traiter dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Les ressources humaines devraient sans cesse renforcer les capacités du personnel, pour que celui-ci puisse répondre à la VBG dans les situations d'urgence, et tout le personnel doit être formé à l'approche axée sur les survivantes (*voir la norme 10*)

NORME 4 – SOINS DE SANTE POUR LES SURVIVANTES

Les survivantes de violence basée sur le genre (VBG) ont accès à des soins de santé adaptés de qualité, y compris des services de santé pour les survivantes de violences sexuelles et conjugales et d'autres formes de VBG, ainsi qu'à des services d'orientation pour prévenir et/ou réduire les effets de la violence.

Cette norme minimale est destinée 1) aux acteurs de la santé prenant en charge des survivantes de VBG ; et 2) aux acteurs des programmes de lutte contre la VBG qui fournissent un soutien, contribuent au renforcement des capacités et agissent en coordination avec les acteurs de la santé pour répondre de façon concertée aux besoins des survivantes de VBG.

NORME 5- SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Les femmes et les filles ont accès en toute sécurité à un soutien psychosocial de qualité, adapté aux besoins des survivantes et axé sur la guérison, l'autonomisation et le rétablissement. Cette norme minimale porte uniquement sur le soutien psychosocial, qui se rapporte directement à la VBG et peut être fourni sans services spécialisés de soins de Santé mentale. Les soins de santé mentale spécialisés ou cliniques sont couverts dans la Norme 4 : Soins de santé pour les survivantes de VBG. Parmi les autres services et activités liés aux services de soutien psychosocial figurent la gestion de cas des VBG (*voir la Norme 6 : La gestion de cas de VBG*), les activités concernant les espaces sûrs à l'usage des femmes et des filles (*voir la Norme 8 : Espaces sûrs à l'usage des femmes et des filles*), le renforcement

du soutien communautaire et l'atténuation des risques (*voir la Norme 9 : Sécurité et atténuation des risques*).

NORMES 6 - LA GESTION DES CAS

Les survivantes de violence basée sur le genre ont accès à des services de gestion de cas appropriés et de qualité, y compris des soins et un soutien coordonné pour accéder aux services

NORMES 7 : SYSTEME D'ORIENTATION /REFERENCEMENT

Un **système d'orientation** est un mécanisme souple qui relie en toute sécurité les survivantes à des services de santé, de soutien psychosocial, de gestion de cas, de sécurité et de sûreté, de justice et d'aide judiciaire. Un système d'orientation fonctionnel de prestataires de services multisectoriels est un système axé sur les survivantes et les aide à rester en bonne santé ; il favorise leur guérison et leur autonomisation. Les systèmes d'orientation devraient accorder la priorité à la sécurité et à la confidentialité des survivantes et respecter leurs choix (*voir la Norme 1 : Principes directeurs de l'action contre la VBG*) ; cela signifie qu'il faut reconnaître que même avec des services en place, les survivantes peuvent choisir de ne pas rechercher certains types de soins. L'orientation est achevée lorsqu'une survivante a reçu le service vers lequel elle a été orientée. En d'autres termes, le seul fait d'orienter une survivante vers un autre prestataire de services ne constitue pas une « orientation »

Des systèmes d'orientation sont en place pour mettre en rapport les survivantes de VBG avec les services multisectoriels pertinents de qualité, dans des délais appropriés et de manière sûre et confidentielle. **Un système d'orientation fonctionnel de prestataires de services multisectoriels est un système axé sur les survivantes et les aide à rester en bonne santé ; il favorise leur guérison et leur autonomisation.**

Un système d'orientation fonctionnel en matière de VBG est accessible et sûr pour les survivantes, et comprend les éléments suivants : (i) dans chaque zone géographique, au moins un prestataire de soins dans chaque service de santé, de soutien psychosocial, de gestion de cas, de sûreté et de sécurité et, si possible, d'aide judiciaire et d'autres formes de soutien ; (ii) Les systèmes d'orientation recensent tous les services disponibles ; ils sont enregistrés, diffusés, évalués et mis à jour régulièrement, dans un format facile à comprendre ; (iii) les services sont fournis d'une manière conforme aux Principes directeurs de l'action contre la VBG ; (iv) tous les prestataires de services savent où orienter les survivantes si celles-ci ont besoin d'autres services, et comment le faire en toute sécurité, en toute confidentialité et dans le respect de l'éthique ; (v) tous les prestataires de services disposent d'un mécanisme de suivi pour s'assurer que les orientations ultérieures ont été mises en œuvre. Par exemple, le prestataire de services doit utiliser une fiche de renvoi ou de contrôle pour indiquer le statut des services reçus par la survivante de VBG ; (vi) Les prestataires de service font preuve d'une prise en charge des cas de manière coordonnée pour le partage d'informations confidentielles et la participation régulière à des réunions de prise en charge des cas afin de s'assurer que les survivantes ont accès à des services multisectoriels ; (vii) La collecte de données sur la VBG, chez tous les prestataires de services, notamment les formulaires standardisés d'admission et les formulaires d'orientation, a lieu de manière sûre et dans le respect de l'éthique ; (viii) Tous les prestataires de services donnent la priorité à la prise en charge des survivantes de VBG.

NORMES 8 : ESPACES SÛRS A L'USAGE DES FEMMES ET DES FILLES

Un espace sûr à l'usage des femmes et des filles est un lieu structuré pour respecter la sécurité physique et affective des femmes et des filles et où celles-ci sont soutenues par des processus d'autonomisation pour rechercher, partager et obtenir des informations, accéder à des services, s'exprimer, améliorer leur bien-être psychosocial et réaliser plus pleinement leurs droits.

Un « espace sûr » est aussi un espace réservé aux femmes et aux filles ; ceci est important, car dans la plupart des cultures les espaces publics sont occupés en grande partie par des hommes.

Un espace sûr offre un espace critique où les femmes et les filles peuvent être à l'abri du danger et du harcèlement et avoir la possibilité d'exercer leurs droits, promouvoir leur propre sécurité et exercer leur prise de décisions. Un espace sûr peut également être un lieu où se déroulent des activités sur les moyens de subsistance, où l'on peut obtenir de l'information sur la santé sexuelle et reproductive et où l'on peut avoir accès à des services juridiques

NORMES 9 : SECURITE ET ATTENUATION DES RISQUES

Tous les membres du personnel humanitaire ont le devoir de considérer la VBG comme un état de fait et une menace pour les populations touchées, de traiter cette question comme un problème grave qui met la vie des personnes en danger et d'appliquer des mesures ... indépendamment de la présence ou de l'absence de « preuves » concrètes. Source : IASC 2015a, p. 2.

Tous les secteurs humanitaires et tous les acteurs qui interviennent dans ces secteurs ont le devoir de promouvoir la sécurité des femmes et des filles et de réduire les risques de VBG qui les menacent. Réduire les risques en appliquant des stratégies de prévention et d'atténuation de la VBG dans tous les secteurs de l'intervention humanitaire, depuis le début de la préparation de l'intervention jusqu'au relèvement, est indispensable pour optimiser la protection et sauver des vies humaines. Les Directives de l'IASC pour l'intégration d'interventions liées à la VBG stipulent clairement et en bonne place que tous les acteurs humanitaires doivent être informés des risques de VBG et intervenir ensemble pour garantir une réponse exhaustive, et ainsi prévenir et atténuer ces risques au plus vite dans leurs domaines d'intervention respectifs. La protection des femmes et des filles contre la VBG découle du devoir primordial de protéger les personnes affectées par une crise, qui incombe à tous les acteurs nationaux et internationaux.

Dans les situations d'urgence, les femmes et les filles se trouvent confrontées à une large gamme de risques de VBG, risques qui se multiplient en cas de déplacements de populations et de conflit, notamment sous forme d'exploitation et de violences sexuelles de la part d'acteurs humanitaires de sexe masculin. Les institutions humanitaires peuvent parfois augmenter ces risques sans le vouloir en omettant de recenser non seulement les besoins des femmes et des filles et d'y répondre, mais les obstacles potentiels qu'elles pourraient rencontrer pour accéder aux services en toute sécurité. Les acteurs humanitaires peuvent à la fois atténuer les risques à l'avance (par exemple par le biais d'une formation fondée sur un code de conduite), et s'attaquer rapidement à bon nombre d'entre eux

NORME 10 : L'ACCES A LA JUSTICE

L'accès à la justice pour les survivantes de la VBG fait partie de la lutte multisectorielle menée contre cette forme de violence et représente également un aspect primordial de la prévention à cet égard ; le secteur de la justice a un rôle déterminant à jouer pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. La protection juridique, dont les fondements sont l'accès à la justice et la sécurité, est indispensable pour la prévention des conflits, l'atténuation des risques,

le rétablissement ainsi que pour sauver la vie de femmes et de filles dans les crises humanitaires. L'accès à la justice est indispensable pour la protection des droits des femmes et permet de concrétiser tous les autres droits des femmes et des filles, notamment le droit de vivre sans violence, sans discrimination et sans inégalités. Veiller à ce que les auteurs de ces actes soient traduits en justice, à des incidences sur l'état de droit qui dépassent la survivante et l'auteur de chacun de ces actes.

Les femmes rencontrent généralement des difficultés quand elles tentent d'obtenir justice, que ce soit en raison du caractère limité de leurs ressources, de leur mobilité ou de leur pouvoir de décision, mais aussi de la crainte de l'ostracisme et des représailles, de la perception culturelle des hommes comme étant les seuls détenteurs de droits et des lois machistes relatives à la tutelle, en vertu desquelles une femme doit obligatoirement avoir un tuteur de sexe masculin – père, frère, époux ou même fils – pour prendre toute une gamme de décisions capitales en son nom.

NORME 11 : TROUSSE D'HYGIENE FEMININE, AIDE EN ESPECES ET BONS

En périodes de crise, les femmes et les filles ont souvent du mal à pourvoir à leurs besoins matériels les plus élémentaires. Les femmes et les filles ont besoin de produits essentiels pour pouvoir apparaître confortablement en public et préserver leur hygiène personnelle, notamment l'hygiène menstruelle. Dépourvues d'accès à des vêtements culturellement appropriés et à des produits hygiéniques, les femmes et les adolescentes courent plus de risques de VBG, leur santé est compromise, leur mobilité est restreinte, et elles peuvent se trouver de plus en plus isolées. C'est pourquoi les intervenants humanitaires distribuent souvent des trousseaux d'hygiène intime qui contiennent en général des serviettes hygiéniques pour les menstrues, du savon, des sous-vêtements et des informations sur les services disponibles en cas de VBG, y compris où et comment y avoir accès. Ces trousseaux d'hygiène féminine peuvent aussi contenir des produits qui peuvent contribuer à atténuer les risques de VBG, tels que radios, sifflets et torches. Des travaux de recherche sur l'hygiène féminine ont montré que leur intérêt n'est pas seulement matériel : les femmes ont déclaré que le fait de recevoir une trousse en période de manque était bénéfique en soi et leur avait donné l'impression de ne pas avoir été oubliées.

En distribuant aux femmes et aux filles les fournitures indispensables que sont les trousseaux d'hygiène féminine, les intervenants humanitaires peuvent contribuer à les aider à utiliser les ressources limitées dont elles disposent pour acheter d'autres produits essentiels, de la nourriture par exemple. Les trousseaux d'hygiène féminine permettent ainsi aux femmes et aux filles de couvrir leurs propres besoins et ceux des membres de leur famille, et de préserver leur dignité pendant les crises humanitaires, ce qui est indispensable pour garder l'estime de soi et la confiance, elles-mêmes absolument nécessaires pour se protéger et pour faire face à des situations humanitaires éprouvantes.

NORME 12 - AUTONOMISATION ECONOMIQUE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Soutenir l'accès des femmes et des adolescentes aux ressources économiques et à leur contrôle peut être un moyen efficace de renforcer la résilience, de réduire la vulnérabilité, d'atténuer les

risques de VBG dans les situations d'urgence, et de contribuer à veiller à ce que les besoins des femmes, des filles et des membres de leurs familles soient satisfaits. L'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au développement des compétences peut promouvoir l'autosuffisance, l'autonomisation et la résilience. Les programmes d'autonomisation économique peuvent aussi contribuer à faire évoluer les normes sexospécifiques et sociales négatives qui limitent les femmes à la sphère domestique, à renforcer la présence et la participation des femmes à la vie publique, et à améliorer le bien-être économique, physique et psychologique des individus, des familles et des communautés.

Quant aux moyens de subsistance, ils désignent les capacités, les atouts et les stratégies que les personnes utilisent pour gagner leur vie. Les programmes relatifs aux moyens de subsistance englobent toute une gamme d'activités, y compris mais pas exclusivement la remise en état des avoirs productifs (bétail et outillage, accès et/ou occupation des terres, par exemple), des programmes de formation et de stages, la mise en place d'activités économiques à l'intérieur des camps, l'organisation d'activités génératrices de revenus, et les associations villageoises d'épargne et de prêts.

La participation à des interventions ciblées et planifiées avec soin sur les moyens de subsistance peut conduire à une amélioration de l'accès des femmes et des filles aux ressources, aux débouchés et au pouvoir de décision, et peut, à plus long terme, contribuer aussi à faire évoluer les normes sociales et culturelles et les normes sur le genre. Les interventions relatives aux moyens de subsistance permettent non seulement de répondre à des besoins dans l'immédiat, mais elles peuvent également améliorer les perspectives d'avenir des femmes et des adolescentes, et modifier la manière dont la communauté les traite lorsque leur contribution à la sécurité économique est reconnue.

NORMES 13- TRANSFORMATION DES SYSTEMES ET DES NORMES SOCIALES

Une **norme sociale** est une conviction partagée sur ce qui constitue un comportement typique, normal, approprié et attendu au sein d'un groupe. Les normes sociales sont généralement entretenues par l'approbation de la société. Elle peut aussi être désapprouvées sous l'influence interne ou externe. Les programmes de VBG visent à combattre les normes sociales préjudiciables et l'inégalité systémique entre les sexes de manière à pouvoir rendre des comptes aux femmes et aux filles.

Si les crises exacerbent les inégalités déjà existantes entre les sexes et accentuent les risques, l'exclusion et la discrimination, elles offrent également des possibilités pour faire évoluer la société. Il ressort des travaux de recherche que les femmes, les filles, les garçons et les hommes sont capables de remettre en question les normes traditionnelles en matière de genre dans les situations d'urgence. Des glissements peuvent se produire concernant les rôles, les attitudes, les croyances et les pratiques conventionnels, ou de nouvelles occasions se présentent d'aborder des sujets jusque-là interdits. Une fenêtre peut s'ouvrir pour élaborer des normes sociales et culturelles qui contestent la VBG et l'impunité traditionnelle de ceux qui s'y livrent.

La transformation des normes et des systèmes qui perpétuent l'inégalité entre les sexes peut avoir un effet tangible sur la santé, la sûreté et la sécurité des femmes et des filles. Les agents humanitaires devraient rechercher en amont les occasions de faciliter et de modéliser l'égalité afin d'encourager les normes sociales et les systèmes propres à protéger les femmes et les filles et à faciliter leur accès aux services y compris aux services de réponse à la VBG.

Les programmes sur la VBG qui encouragent les changements en profondeur prennent pour hypothèse de départ que cette violence est le résultat de l'inégalité entre les sexes.

Mais l'inégalité entre les sexes est aggravée par différents facteurs associés. Les facteurs intersectionnels de l'oppression, tels que l'âge, la race, la classe sociale, l'identité de genre et l'orientation sexuelle, de même que le handicap, ajoutent encore à la victimisation et à la fragilisation des femmes et des filles. **La prévention de la VBG doit donc être menée sur plusieurs fronts allant de l'atténuation des risques immédiats dans la phase aiguë de l'intervention, jusqu'à la transformation des normes sociales et des systèmes à plus long terme.**

Bien que nécessaires pour améliorer la rapidité et la sécurité de l'accès aux services et atténuer les risques de VBG, **l'approche communautaire et sa sensibilisation ne suffisent pas pour transformer les normes sociales.** Pour avoir un effet sur les normes préjudiciables, les programmes sur la VBG doivent *1) faire évoluer les attentes de la société, non seulement celles des individus ; 2) faire connaître les changements intervenus ; et 3) catalyser et renforcer les nouvelles normes et les nouveaux comportements.* Les méthodes de prévention de la VBG doivent accepter qu'il importe d'accroître la participation des femmes, d'élargir leurs possibilités d'action, d'agir auprès des systèmes qui maintiennent les inégalités et de les amener à évoluer

NORME 14-COLLECTE ET UTILISATION DES DONNEES SUR LES SURVIVANTS

Les données sur les survivantes sont gérées avec le consentement éclairé de celles-ci dans le but d'améliorer les services fournis ; **elles sont collectées, stockées, analysées et partagées dans le plein respect de la sécurité et de l'éthique.** Les données sur les survivantes de la VBG comprennent : (i) des données personnelles ou identifiables, indispensables pour donner accès à la survivante à des services d'intervention de qualité visant la VBG ; (ii) des précisions sur l'incident de VBG considéré: nature de la violence, lieu de l'incident, relation entre la survivante et l'auteur des faits, notamment ; (iii) des données sur la prise en charge : informations sur le soutien apporté à une survivante par le biais du processus de prise en charge des cas de VBG.

Toute donnée sur la survivante devrait être recueillie dans le cadre de la prestation de services et uniquement lorsque cette donnée est communiquée directement par la survivante ou par la personne qui s'en occupe, selon le cas (âge, degré de maturité, niveau de développement cognitif, par exemple). Ainsi, la recherche ou l'enregistrement d'informations identifiables sur la survivante, uniquement à des fins de protection ou de suivi des droits de humains, **ne répond pas aux exigences de sécurité et d'éthique.**

Protocole sur le partage de l'information

Le caractère sensible des informations sur la VBG exige que des directives claires et des accords sur le partage de l'information soient en place pour que le partage de données entre organisations puisse se faire dans le plein respect des principes de sécurité et d'éthique. Ces accords, appelés protocoles sur le partage de l'information, portent sur le partage de données agrégées non identifiables. Les accords inter institutions sur le partage de données doivent prendre en compte : 1) la nature des données partagées ; 2) la manière dont ces données seront utilisées, et 3) à quels niveaux (par exemple, uniquement au sein même de l'organisation qui en dispose, parmi tous les signataires du protocole, en dehors des signataires du protocole, aux divers niveaux géographiques du partage). Afin de conclure des accords de ce type, les

organisations qui collectent des données sur les survivantes devraient convenir d'utiliser le même système de gestion de l'information.

NORME 15 : LA COORDINATION DE L'ACTION CONTRE LA VBG

Les systèmes de coordination permettent de planifier les interventions et les stratégies, de gérer l'information, mobiliser des ressources, demander des comptes aux auteurs de la violence, combler les lacunes et éviter les répétitions. La coordination est également importante pour combler les insuffisances dans les capacités, notamment en aidant les gouvernements à planifier la préparation et à intervenir d'urgence. Étant donné que les gouvernements ont la responsabilité première du bien-être de leurs citoyens, notamment celui des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les systèmes de coordination devraient faire intervenir les autorités nationales. Ces systèmes offrent également la possibilité d'aborder des problèmes d'une importance critique – par exemple si les organisations ne réagissent pas aux besoins des femmes et des filles, si la couverture géographique est insuffisante, ou si des lacunes dans la prestation de services ou d'autres domaines doivent être comblées.

La coordination de l'action contre la VBG peut et doit intervenir à tous les niveaux – formel ou informel, local ou régional, ou encore national ou international. Même en l'absence d'organes formels de coordination, celle-ci proprement dite peut quand même intervenir – les organisations ou les institutions qui se trouvent dans la même région peuvent se réunir au niveau bilatéral ou convoquer des réunions. Une coordination efficace avec les agents de la santé ou de la protection de l'enfance afin de fournir des soins cliniques aux survivantes de la VBG, ou un soutien collectif aux filles et aux garçons ainsi qu'aux adolescents survivants de violences sexuelles revêt une importance particulière. Pour être efficace, un forum de coordination appelle la participation active et l'adhésion de tous les acteurs du programme sur la VBG.

NORME 16 : EXAMEN INITIAL SUIVI ET EVALUATION

Une analyse des risques, un suivi et une évaluation sont censés orienter les interventions au titre des programmes et contribuent à améliorer la programmation VBG en matière de réponse et de prévention. Des données sur la nature et la portée de la VBG recueillies conformément aux principes d'éthique, garantissent que l'élaboration et mise en œuvre des programmes, les activités de plaidoyer et la mobilisation des ressources tiennent compte des besoins et des solutions définis par la population concernée. Lorsque les informations sont recueillies en suivant une approche communautaire participative, les effets et les résultats des interventions humanitaires s'en trouvent améliorés.

En situation humanitaire la VBG doit être considérée comme omniprésente. **Dans les situations d'urgence, attendre ou chercher des données démographiques sur la véritable ampleur de la VBG n'est pas une activité prioritaire, en raison des problèmes d'éthique et de sécurité que soulève leur collecte.** Les institutions qui connaissent bien les questions de VBG doivent veiller à ce que des services soient disponibles avant d'entreprendre la collecte d'informations centrées sur la VBG ; il faut aussi veiller à ce que les personnes chargées de la collecte de données sur la VBG aient reçu une formation à l'approche axée sur les survivantes et soient capables de conseiller les survivantes quant aux services disponibles et de les orienter.